



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 3 – Edition du 20 octobre 2022

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Inflation : indice des prix à la consommation (IPC) de 18,7 % en g.a. en septembre 2022. Selon l'[INS](#), l'inflation annuelle, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est élevée à 18,7 % en septembre 2022. Les prix des produits alimentaires se sont accrus de 24,9 % en g.a., dont une hausse annuelle de 42,2 % des huiles et graisses animales et végétales et de 34,3 % du lait, des produits laitiers et des œufs. Les prix de la rubrique 'Logements, eau, électricité, gaz et autres combustibles' ont augmenté de 30,6 % sur un an, avec une augmentation de 212,1 % en g.a. des combustibles gazeux et de 80,8 % en g.a. des combustibles solides. En septembre 2022, l'inflation annuelle, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) d'Eurostat, s'est élevée à 15,6 %. Les prix des produits alimentaires se sont accrus de 26 % en g.a. et ceux des « Logements, eau, électricité, gaz et autres combustibles » de 29,3 %.

Commerce extérieur de janvier à juillet 2022. Selon les données de l'[INS](#), les exportations bulgares se sont élevées à 27,8 Mds EUR pendant la période janvier-juillet 2022, soit une hausse annuelle de 41,8 %. La Bulgarie a surtout exporté des machines, équipements et véhicules (19,6 % du volume total des ventes). 67,3 % des exportations étaient destinées à l'UE. La France était le 6ème client de la Bulgarie (953,7 M EUR). Les importations se sont établies à 31,5 Mds EUR, soit un accroissement annuel de 46,5 %. Le pays a surtout importé des machines, équipements et véhicules (25 % des achats). L'UE était à l'origine de 55,1 % des importations bulgares. La France était le 12ème fournisseur du pays (700 M EUR). Le solde commercial de la Bulgarie s'est creusé de -1,9 Mds EUR fin juillet 2021 à -3,7 Mds EUR un an plus tard.

Conjoncture : croissance de 2,8 % en 2022 et de 0,1 % en 2023. Selon [les dernières prévisions](#) de la **Banque centrale**, la croissance serait de 2,8 % cette année, soutenue par la consommation publique (+6 %) et privée (+3,4 %). L'inflation de fin de période (indice des prix à la consommation harmonisé) serait de 14,9 % en 2022. Le taux de chômage s'élèverait, quant à lui, à 4,6 %. En revanche, le PIB ne croîtrait que de 0,1 % en 2023 en raison de l'impact économique de la guerre en Ukraine et de la détérioration de la demande externe. L'IPCH de fin de période diminuerait à 4,1 % et le taux de chômage serait pratiquement au même niveau qu'en 2022, à savoir 4,5 %.

Enjeux sectoriels et thématiques

Projet loi relatif à la mise en place de compensations énergétiques. Le Vice-Premier ministre Hristo Aleksiev [a annoncé](#) l'élaboration par le gouvernement intérimaire d'un projet de loi relatif au mécanisme de compensations énergétiques jusqu'à juin 2023, en application du Règlement (UE) 2022/1854 du 6 octobre sur une intervention d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie. D'après le Vice-Premier ministre ce projet prend en considération les spécificités du marché bulgare, son objectif étant de garantir la prévisibilité des prix pour les ménages. Il sera financé par les contributions solidaires des producteurs d'énergie électrique provenant de la taxation de leurs bénéfices excédentaires. Le projet de loi sera soumis à la nouvelle Assemblée nationale.

Lancement des enchères pour l'achat de gaz de l'ICGB. L'opérateur de l'interconnexion gazière Grèce-Bulgarie ICGB a lancé, le 19 octobre, des enchères pour l'achat de 11 936 Mwh de gaz naturel sur la plateforme Gaz Hub Balkan pour des besoins technologiques avant la mise en service de l'interconnexion. Les conditions des enchères sont annoncées sur le [site](#) de l'ICGB.

Mise en exploitation d'un nouveau tronçon de l'autoroute Hemus. Le ministre intérimaire du Développement régional, Ivan Shishkov, [a inauguré](#) la mise en exploitation d'un nouveau tronçon de 16,3 km de l'autoroute Hemus (cette autoroute, programmée sur 420 km, devrait relier la capitale Sofia avec la ville côtière Varna), dont la construction avait démarré en août 2018. Le nouveau tronçon, estimé à 61 M EUR, a été financé sur le budget national. Ainsi 191 km, soit 45 % de Hemus sont désormais achevés.

Chypre

Macroéconomie et finances

Conjoncture, FMI : Dans son rapport d'octobre sur les [perspectives de l'économie mondiale](#), le FMI prévoit une croissance de l'économie chypriote de **+3,5% cette année** et de +2,5% en 2023. Ces prévisions demeurent plus conservatrices que celles du gouvernement chypriote (+5,7% et +3,0% respectivement). L'inflation est anticipée à 7,9% cette année et devrait reculer à 3,8% en 2023. Le chômage devrait en outre légèrement se réduire en 2023, à 6,5% contre 6,7% cette année. Côté finances publiques, un excédent primaire est attendu dès cette année, à hauteur de 1,2% du PIB, tandis que le déficit du gouvernement général est estimé à -0,5% du PIB. La dette publique devrait également poursuivre sa trajectoire baissière et tomber sous le seuil de 90% du PIB en 2023. Enfin, le déficit de la balance courante devrait atteindre -8,5% du PIB cette année et se résorber légèrement à -7,1% en 2023.

Croissance : Le centre de recherche économique de l'Université de Chypre (ERC – UCY) réhausse de nouveau [sa prévision de croissance pour 2022](#), désormais estimée à **+4,9%**. Les dernières prévisions en date de juillet tablaient sur une progression de l'activité à hauteur de +2,9% cette année. L'ampleur de cette révision résulte d'une activité plus dynamique qu'attendue au cours des deux derniers trimestres, tirée notamment par la bonne performance du secteur touristique. A l'inverse, les pressions affectant l'économie chypriote (inflation, effets collatéraux du conflit ukrainien, risque de récession en Europe) se matérialiseront davantage en 2023, conduisant l'ERC à revoir légèrement sa prévision à la baisse (+2,4% contre +2,8% précédemment).

Inflation : Hausse de +9,0% de [l'indice des prix harmonisés en septembre 2022](#). Sur un an, les principales composantes de l'inflation sont sans surprise le poste énergétique (+28,7% pour la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres carburants ») et le transport (+13,3%), alimentés par la hausse mondiale des prix énergétiques et des matières premières. L'inflation alimentaire atteint également un niveau relativement élevé (+9,1% sur un an), tout comme les services d'hôtellerie restauration (+10,7%). Par rapport au mois d'août, l'indice des prix harmonisés se contracte de -1,0%. Sur les 9 premiers mois de l'année, l'inflation HCPI s'établit enfin à +8,1%.

Comptes nationaux : Révision par CYPSTAT des [données pour la période 2010-2021](#). Le PIB nominal est désormais estimé à 24,02 Mds€ en 2021 (contre 23,44 Mds€ précédemment). La récession en 2020 s'établit à -4,4%, tandis que la croissance est affichée à +6,6% en 2021, contre des taux de croissance respectifs de -5% et +5,5% lors des estimations précédentes.

Comptes externes : Le [déficit du commerce extérieur](#) atteint 5,12 Mds€ sur les huit premiers mois de l'année 2022, en hausse de 42,72% sur un an. Les exportations de biens, principalement orientées vers des pays hors-UE, ont connu une croissance dynamique (+28,5% en g.a.) mais demeurent relativement faibles en absolu, à 2,52 Md€. Les importations, majoritairement en provenance de l'UE, ont également crû fortement (+37,7% à 7,64 Mds€). Sur le seul mois d'août, les importations ont augmenté de 33,7% à 944 M€, tandis que les exportations atteignent seulement 254 M€ (-10,4%).

Enjeux sectoriels et thématiques

Energie : Officialisation du lancement des travaux pour le tronçon Chypre-Crète du EuroAsia Interconnector. Ce projet de 2,5 Mds€ doit permettre de créer une interconnexion électrique entre Israël, Chypre et la Grèce, avec une capacité de près de 2 000 MW. La [cérémonie officielle marquant le début des travaux a eu lieu au palais présidentiel chypriote](#) le 14 octobre. L'interconnecteur EuroAsia doit permettre de mettre fin à l'isolement énergétique de Chypre et renforcer la sécurité d'approvisionnement des trois pays (Israël, Chypre, Grèce). Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC), il disposera entre autres de 657 M€ de fonds européens, ainsi que d'une enveloppe de 100 M€ tirée du plan de relance chypriote. Pour rappel, l'entreprise Nexans Norway AS a été choisi pour l'attribution des contrats concernant la construction du tronçon Chypre-Crète (623 M€), tandis qu'un appel d'offres est toujours en cours pour le câble Israël – Chypre (contrat estimé à 460 M€). L'achèvement des travaux est attendu pour 2025.

Digitalisation : Signature de plusieurs contrat pour la modernisation et la digitalisation des sites web de l'Etat chypriote. Un premier projet, qui prévoit l'accès à tous les sites de l'Etat via un nouveau portail numérique (gov.cy), a été attribué à EY Chypre à l'issue d'un appel d'offres du [Ministère Délégué à la Recherche et la Politique Numérique](#), pour un coût de 1,1 M€. Sa mise en œuvre s'effectuera en deux phases, les 65 premiers sites web devant être développés en 2023, pour un total de plus de 250 sites web concernés. Un **contrat de 14 M€ pour la digitalisation du Registre des Sociétés et de la Propriété Intellectuelle** (TEEDI) du [Ministère de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie](#) a également été signé avec l'entreprise Net U Consultants. Il prévoit le développement et l'installation d'une plateforme de gestion intégrée au registre afin de fournir des services électroniques dématérialisés et simplifier les procédures existantes. Environ 6,6 M€ des fonds prévus seront tirés du plan de relance national « Cyprus Tomorrow ». Le projet doit être achevé au premier semestre 2025.

Digitalisation : Approbation d'un [plan de mise à niveau numérique des PME](#), doté d'une enveloppe de 30 M€. Le plan est inclus dans le programme THALIA 2021-2027 et sera cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) à hauteur de 20 M€ ainsi que par 10 M€ tirés du plan de relance. Le programme vise à encourager l'investissement dans l'entrepreneuriat numérique et à améliorer l'intégration de la technologie numérique dans les PME chypriotes. La subvention publique pourra couvrir 50% de l'investissement pour la modernisation des équipements numériques et logiciels, pour un plafond de 50k€. Les demandes pourront être soumises uniquement par voie électronique sur le site web <http://fundingapps.mcit.gov.cy>.

Tourisme : Au cours du [mois de septembre](#), 413 382 touristes ont visité Chypre, marquant une progression de +21,9 sur un an. Les principaux pays d'origine des touristes ont été le Royaume-Uni (41,1% des entrées), Israël (8,5%), la Pologne (5,5%) et l'Allemagne (5,4%). Sur les 9 premiers mois de l'année, les arrivées touristiques ont doublé par rapport à 2021 et atteignent même 77,9% de leur niveau pré-pandémique (2,54 M contre 3,26 M en janvier-septembre 2019).

Grèce

Macroéconomie et finances

L'autorité statistique grecque (ELSTAT) a révisé la croissance 2021 à +8,4%, niveau légèrement supérieur à la première estimation de mars dernier (+8,3%). En valeur, le PIB s'est élevé à 181,3 Mds€. La dépense de consommation finale a été revue à +4,9 % en volume par rapport à 2020, contre +6,8% prévue en mars. La dépense de consommation finale des ménages a été en hausse de 5,8% et celle du Gouvernement général de +2,2%. Les importations de biens et services en volume ont augmenté de 17,7 % par rapport à 2020, contre +16,1 % estimé en mars. L'augmentation des exportations de biens et services en volume est révisée à +24,1% par rapport à 2020, contre une augmentation de 21,9% annoncée en mars.

Exécution budgétaire janvier-septembre 2022 (données provisoires) : le déficit budgétaire s'est élevé à 4,236 Mds€, contre un objectif de déficit de 10,081 Mds€ prévu au titre de la loi de finances 2022, et contre un déficit de 10,150 Mds€ sur la même période 2021. Un excédent primaire de 37 M€ a été dégagé, contre un objectif de déficit de 5,943 Mds€ et contre un déficit primaire de 5,960 Mds€ sur la même période 2021. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 44,008 Mds€, en hausse de 5,203 Mds€ (+13,4%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2022. Les recettes fiscales se sont élevées à 40,644 Mds€, en hausse de 4,902 Mds€ (+13,7%) par rapport à l'objectif, en raison notamment de la prolongation, jusqu'à fin février 2022, du délai de paiement des taxes annuelles de circulation, ainsi que d'un meilleur recouvrement de l'impôt sur le revenu et de la taxe foncière (ENFIA). Les dépenses totalisent 48,245 Mds€, en baisse de 641 M€ par rapport à l'objectif et de 1,355Md par rapport à la même période 2021. Sur le volet du budget ordinaire, les paiements sont inférieurs à l'objectif de 972 M€. Cette évolution est principalement due au décalage des paiements des programmes d'armement à hauteur de 656 M€. Les paiements au titre de garanties mobilisées sont également en baisse de 456 M€.

Plan national de relance : sur le volet des prêts, 160 projets d'investissement ont été soumis jusqu'à présent, pour un budget total de 7,14 Mds€, dont 2,98 Mds€ de prêts du fonds de relance, 2,55Mds€ de fonds bancaires et 1,61 Md€ de fonds propres d'entreprises. Néanmoins, la part des TPE/PME dans ces projets reste faible. Sur les 7,14€, seulement 1 Md€ concerne des investissements réalisés par des TPE/PME. Les autorités grecques tablent sur les nouveaux dispositifs mis en place en janvier prochain à destination des TPE/PME pour restaurer leurs capacités d'investissement : i) lancement d'un programme de garantie sous les auspices d'InvestEU, dans le cadre duquel les banques commerciales grecques seront en mesure d'accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises d'un montant d'environ 2,5 Mds€ ; ii) Le second dispositif, d'un montant d'1 milliard d'euros, s'adressera à des start-up et à des TPE/PME innovantes, en leur accordant des prêts pour la réalisation de leurs projets d'investissement (Ministère grec des finances).

Le Fonds Souverain Grec (Hellenic Corporation of Assets and Participations S.A. (HCAP), nouveau membre de la Fondation des Fonds Souverains d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (réseau EMENA) : dans le cadre d'un MoU signé à Madrid le 4 octobre 2022, le Malta Government Investments (MGI), le Fonds Souverain d'Égypte (TSFE), Bpifrance et la Compañía Española de Financiación del Desarrollo -COFIDES ont accueilli « Growthfund », le Fonds national de Grèce en tant que membre de la Fondation EMENA, un réseau collaboratif sur les opportunités d'investissement en faveur du développement économique durable des zones concernées.

Souverain: Les rendements obligataires en zone euro enregistrent une forte hausse, après la publication par Eurostat des chiffres définitifs de l'inflation. Le taux grec à 10 ans a fini hier sur un gain de 7 points de base à 5,05 %. Bund allemand à 2,37%. Spread Grèce-Allemagne à 268 pb. Taux italien à 10 ans à 4,77%. Le rendement de l'OAT française est à 2,96% et celui de l'obligation Royaume-Uni 10 ans est à 4,87%.

Enjeux sectoriels et thématiques

Adoption en séance plénière par le Parlement hellénique le 20 octobre du projet de loi portant ratification de [la Convention fiscale France-Grèce](#) pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscale.

Inauguration de la première station LNG Truck Loading à Révythoussa, la première installation de ce type en Europe du Sud-Est. A l'aide de camions-citernes d'une capacité de 50m³, la nouvelle station permet d'alimenter des consommateurs industriels, des stations de ravitaillement pour des véhicules utilisant du gaz naturel, ainsi que des consommateurs domestiques et commerciaux dans les zones qui ne sont pas connectées au réseau du système national DESFA. Le projet a bénéficié d'un investissement total de 7,5M€, cofinancé par le FEDER à hauteur de 3,16M€.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Les Investissements Directs à l'Étranger poursuivent leur progression. Le flux d'Investissements Directs Étrangers à destination de la Roumanie a progressé de +46,5 % entre janvier et août 2022, pour atteindre 6,5 Md EUR. Les investissements réalisés par les acteurs étrangers devraient ainsi atteindre un record en 2022, pour la deuxième année consécutive. 4 831 entreprises internationales ont réalisé leur premier investissement en Roumanie au cours de la période, soit une hausse de 33,7 %, illustrant l'attractivité du pays. La Roumanie profite de son statut de pays à bas coût au sein de l'UE, alors que de nombreuses entreprises internationales souhaitent se rapprocher de leur marché client suite à la crise sanitaire. Le pays profite également de la qualité de sa main-d'œuvre et de ses infrastructures dans certains secteurs, comme l'IT&C.

Le déficit courant roumain continue de progresser en 2022. Selon la Banque Nationale de Roumanie, le déficit courant du pays s'est creusé de 6,2 Md EUR au cours des huit premiers mois de l'année, soit une hausse de +58,1 % en glissement annuel, à -17,0 Md EUR. Cette détérioration de la balance courante est favorisée par l'accroissement des dépenses publiques, qui stimule la demande en produits d'importation, créant une dynamique de déficit jumeaux. Ainsi, le renforcement de l'excédent de la balance de service (+ 2,3 Md EUR) ne suffit pas à compenser l'aggravation de 6,7 Md EUR en 7 mois du déficit de la balance des biens. Le déficit courant est financé majoritairement par l'endettement extérieur.

Avec l'envolée des taux souverains, l'Etat souscrit l'emprunt le plus cher de la décennie. En raison du resserrement budgétaire actuellement mené par la Banque centrale, les taux d'intérêts roumains continuent de progresser. Le Ministère des Finances a souscrit un prêt de 494 M RON sur les marchés à un taux de 9,3 % pour les obligations à 10 ans, soit l'emprunt le plus cher souscrit par l'Etat depuis janvier 2010 et le début de la crise des dettes souveraines. L'envolée des taux souverains et le durcissement des conditions de financement accroissent la nécessité d'une consolidation budgétaire. En parallèle, le ROBOR, qui permet de calculer le taux d'intérêt des prêts à taux variables émis en RON, dépasse désormais 8 %, alors qu'il s'était stabilisé à 3,0 % au début de l'année. Cette forte augmentation du coût de l'emprunt pourrait peser sur l'assainissement du système bancaire roumain.

Enjeux sectoriels et thématiques

L'industrie roumaine continue de progresser, malgré les tensions sur l'énergie et le ralentissement de l'économie. Selon l'Institut National des Statistiques, les revenus de l'industrie roumaine ont progressé de +26,3 % au cours des huit premiers mois de l'année. Les entreprises de l'industrie minière et les producteurs d'énergie ont, en particulier, observé de fortes hausses de leur chiffre d'affaires. Si les acteurs du secteur ont profité de la hausse des prix, ils ont toutefois dû faire face à des revendications salariales accrues et à l'explosion de leurs dépenses énergétiques. Malgré les tensions économiques, les commandes adressées aux industriels ont progressé de +18,9 % sur la période.

Dacia accélère l'électrification de ses activités en Roumanie. Alors que Renault s'apprête à séparer ses activités thermiques et électriques, le groupe précise ses plans d'électrification. Denis le Vot, PDG de Dacia, a annoncé que l'ensemble des véhicules de la marque roumaine seront électriques à l'horizon 2035. Par ailleurs, Dacia a annoncé la production du premier véhicule électrique roumain au début de la prochaine décennie. Il s'agit de la version électrique du Duster, qui devrait être assemblé sur le site de Mioveni. Par ailleurs, Renault a présenté un projet, porté par TotalEnergies, de parcs photovoltaïques sur les sites industriels de Mioveni et de Titu, destinés à fournir une partie de l'électricité consommée par les sites.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :